



## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (CPS)

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/DE/2017

DU 28/09/2017

relatif au

« DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE REGIONALE DE  
PROMOTION DE L'EMPLOI ET RENFORCEMENT DES CAPACITES  
DES ACTEURS DE PROMOTION DE L'EMPLOI »

LOT UNIQUE

***Projet financé par un don espagnol***

*Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.*



## APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/DE/2017

DU 28/09/2017

Le présent appel d'offres a pour objet le **développement d'une stratégie régionale de promotion de l'Emploi et renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi**, en lot unique, pour le compte de la Direction de l'Emploi, relevant du Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle. Cette étude est financée par fonds de concours n° « FC NII 17 ».

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres sera passé :

### ENTRE :

Le Ministère du travail et de l'Insertion Professionnelle, représenté par le Directeur de l'Emploi, désigné, ci-après, par le terme "maître d'ouvrage" ou « administration ».

D'UNE PART ;

### ET :

#### 1. Cas d'une personne physique ou morale :

La personne physique ou morale .....

Représentée par Monsieur (Madame).....En qualité de..... En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés;

Au capital de.....;

Faisant élection de domicile à.....;

Siège social sis à.....;

Affiliée à la C.N.S.S. sous le n°.....;

Inscrite au registre de commerce de .....Sous le n°.....;

N° de Patente.....;

N° de l'identifiant fiscal.....;

Titulaire du compte courant postal, bancaire ou à la TGR n°.....;

Ouvert à.....



## 2. Cas d'un groupement:

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention  
.....(les références de la convention)..... :

### - Membre 1 :

M. ....qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont  
conférés.

Au capital social .....

Patente n° .....

Registre de commerce de .....Sous le ° .....

Affilié à la CNSS sous n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

Ouvert auprès de.....

### ▪ Membre 2 : ..... (Servir les renseignements le concernant)

.....

.....

### ▪ Membre n : .....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant  
M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du  
groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous  
n° (RIB sur 24 positions).....

Ouvert auprès .....

**D'AUTRE PART ;**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**



## CHAPITRE I

### CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

#### Article 1 : Objet du marché

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres a pour objet **le développement d'une stratégie régionale de promotion de l'Emploi et renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi**, en lot unique, pour le compte de la Direction de l'Emploi relevant du Ministère du travail et de l'Insertion Professionnelle.

La présente consultation s'inscrit dans le cadre du programme de « Renforcement des politiques publiques d'emploi » financé par l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) relatif au protocole administratif du 30 avril 2014 et son avenant du 21 juillet 2016 pour lesquels les parties signataires sont le Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales, l'AECID et le Ministère de l'Économie et des Finances.

#### Article 2 : Mode de passation

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'article 16 paragraphe 1 alinéa 2 et de l'article 17 paragraphe 3 alinéa 3 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

#### Article 3 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du présent marché est la Direction de l'Emploi.

#### Article 4 : Pièces constitutives du marché

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- L'offre technique ;
- La décomposition du montant global ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passé pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).

#### Article 5 : Référence aux textes généraux et spéciaux applicables au marché

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;





- Le décret 2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat;
- Le décret n° 2-03-703 des 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat;
- Le décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) ;
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;
- Le Protocole administratif de coopération relatif au projet « Renforcement des politiques publiques d'emploi au Maroc » entre l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID), le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales signée à Rabat le 30 avril 2014 et l'Avenant n°1 dudit protocole du 21 juillet 2016.

#### **Article 6 : Lieu d'exécution du marché**

Le champ géographique couvert est étendu à tout le territoire national.

#### **Article 7 : Consistance du marché**

La mission du prestataire consiste à fournir les prestations de service nécessaires au développement d'une stratégie régionale de promotion de l'emploi et renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'Emploi.

La définition des objectifs, de l'ampleur de la mission, la description des prestations à réaliser et des résultats escomptés sont développés au chapitre II du présent CPS définissant les « Termes de références ».

#### **Article 8 : Pièces mises à la disposition du prestataire**

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au prestataire, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 3 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales. Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif prévue par le C.C.A.G-EMO.



## **Article 9 : Réception partielle – réception définitive**

### **1- Réception partielle**

Pour chacun des livrables de l'étude, le Maître d'ouvrage disposera de dix (10) jours ouvrables, à dater du lendemain du jour de la réception des livrables provisoires établis par le prestataire, pour les faire valider par le Comité de suivi. Des renseignements et des précisions pourront être demandés au prestataire pendant le délai de validation, à l'expiration duquel le Maître d'ouvrage pourra :

- Soit accepter le document sans réserve, ce qui impliquera son approbation ;
- Soit inviter le prestataire à procéder à des corrections ou améliorations de détail.

Dans le deuxième cas, le prestataire disposera d'un délai de dix (10) jours ouvrables pour remettre les livrables en forme définitive.

Le délai fixé pour la validation des livrables par le Maître d'ouvrage n'est pas inclus dans les délais d'exécution fixés à l'article 14 ci-après. Par ailleurs, le délai des dix (10) jours ouvrables accordés au prestataire pour la mise en forme définitive des documents relatifs à une phase déterminée n'est également pas inclus dans le délai d'exécution de cette phase lorsque les rectifications ou les modifications ont été demandées pour la première fois.

A la fin de chaque phase et après validation de toutes les prestations de la phase, il sera procédé à la réception partielle des prestations effectuées. Un procès-verbal de réception partielle sera établi.

### **2- Réception définitive**

Le Maître d'ouvrage prononcera la réception définitive du marché après validation du rapport global du projet traitant des actions et résultats sur les (6) six régions cibles. Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

## **Article 10 : Modalité de règlement**

Conformément aux dispositions des articles 37 et 38 du CCAG-EMO, le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le Maître d'ouvrage en application de la décomposition du montant global pour les prestations exécutées.

Le règlement des sommes dues au prestataire interviendra après réception des prestations de chaque phase et sur présentation de décompte correspondant et ce, dans les limites fixées ci-après:

- 10 % (dix pour cent) du montant du marché, correspondant à la remise du livrable définitif de la phase 1 ;
- 10% (dix pour cent) du montant du marché, correspondant à la remise du livrable définitif de la phase 2 ;
- 20% (vingt pour cent) du montant du marché, correspondant à la remise du livrable définitif de la phase 3 ;





- 25% (vingt-cinq pour cent) du montant du marché, correspondant à la remise du livrable définitif de la phase 4 ;
- 25% (vingt-cinq pour cent) du montant du marché, correspondant à la remise du livrable définitif de la phase 5 ;
- 10 % (dix pour cent) du montant du marché, correspondant à la remise du livrable définitif de la phase 6 et à la réception définitive du marché.

Les modalités ci-dessus doivent être prises en compte lors de l'établissement des prix.

L'Etat se libérera des sommes dues au titre du marché par virement au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement du prestataire.

#### **Article 11 : Pénalités de retard**

En cas de retard par rapport au délai fixé, il sera appliqué au prestataire, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par le Maître d'ouvrage en application de l'article 42 du CCAG-EMO, une pénalité fixée à un pour mille (1/1000) du montant fixé de chaque phase par jour calendaire de retard. Ladite pénalité sera opérée sur le décompte correspondant. Le montant total des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Le montant des pénalités sera déduit d'office des sommes dues au titulaire du marché. L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO, applicables aux marchés des services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat.

#### **Article 12 : Secret professionnel**

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Administration, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire usage préjudiciable à l'Administration des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de poursuite judiciaire du prestataire en cas d'utilisation non autorisée des données utilisées dans le cadre de ce projet.



### Article 13 : Validité du marché

Conformément aux dispositions de l'article 152 du décret du 20 mars 2013, le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par Monsieur le Ministre du travail et de l'Insertion Professionnelle ou par son délégué administratif.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution des prestations objet du marché.

### Article 14 : Délai de notification de l'approbation

Conformément aux dispositions de l'article 153 du décret du 20 mars 2013, l'approbation du marché sera notifiée au Titulaire dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis des concurrents.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, le titulaire est libéré de son engagement vis-à-vis de l'Administration. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire.

Toutefois, le Maître d'ouvrage peut, avant l'expiration du délai précité, proposer à l'attributaire, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée. En cas de refus du titulaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Dans tous les cas, les prescriptions de l'article 153 du décret du 20 mars 2013 précité s'appliquent au présent marché.

### Article 15 : Contenu des phases et livrables

Le projet est organisé en (06) six phases. Chacune des phases est à exécuter au niveau **des six régions cibles**. Pour chacune des phases un livrable est à présenter. Dans celui-ci, il est question des résultats de l'exécution de la phase en question au niveau des six régions objet du projet. Tous les fichiers numériques des livrables sont regroupés et remis par le prestataire au Maître d'ouvrage sur clés USB. Les phases et leurs livrables sont présentés comme suit :

#### ➤ PHASE 1 : Cadrage méthodologique préliminaire

Cette phase correspond à la réalisation d'un rapport méthodologique et d'un plan de réalisation du projet. Ce rapport traite de l'organisation logique et opérationnelle du projet. Il sert de première base d'engagement méthodologique. Cependant, quelques réajustements peuvent intervenir au niveau de l'approche au vu des retours de terrain, notamment au terme de la phase 2 ; lesquels réajustements reçoivent l'aval du Maître d'ouvrage et permettent d'établir une note définitive de cadrage.

<b>Livrable de la phase 1 :</b> Rapport méthodologique préliminaire sur supports numérique (12 clé USB) et papier (12 exemplaires).
---





## ➤ PHASE 2 : Communication et sensibilisation des acteurs régionaux

Cette phase entend impliquer les acteurs régionaux clés. Ceux-ci sont identifiés, approchés et impliqués dans le projet dès le départ. Le chapitre des termes de référence explicite cet aspect lié à l'étude du contexte régional. La méthode préconisée pour cette quête d'information qualitative et de recherche d'adhésion serait l'organisation d'ateliers et de rencontres B to B. L'objectif étant de créer des liens permanents et d'adhésion des décideurs des acteurs régionaux clés incontournables autour du projet tels : les Conseils des régions (présidents), les Wilayas (Walis et Gouverneurs des provinces), la Confédération Générale des Employeurs du Maroc (Directeurs régionaux CGEM), les centres régionaux d'investissement (Directeurs CRI), les chambres professionnelles (présidents), les départements publics clés (Directeurs régionaux), les universités (Présidents) et académies (Directeurs régionaux), ...

Cette phase préparerait le terrain, en termes de mobilisation, pour contribuer au succès des phases à venir et aurait pour objectifs principaux :

- Informer les acteurs régionaux sur l'étude, moyennant les éléments de sortie du cadrage préliminaire opéré en phase 1 ;
- Susciter un débat constructif afin de comprendre les perceptions et mesurer les attentes des acteurs régionaux et locaux à l'égard d'une telle étude. L'effet recherché est également de démontrer la forte volonté institutionnelle de construire avec les régions les stratégies, solutions et approches ;
- S'assurer de la clarification terminologique auprès des acteurs quant à certains termes clés liés à la problématique de l'emploi, tels que : « stratégie », « politique », « modèle de régionalisation », « responsabilités propres/partagées », « emploi », « plan », « programmes », « mesures », « marché du travail », « offre/demande », « secteurs potentiels / émergents », « écosystèmes », « compétences », « besoins en formation », « employabilité » et « insertion » « gouvernance », « modèle de management », « coordination », « mutualisation »...
- Informer sur les phases à venir et l'importance de la phase 3 dédiée à l'état des lieux régional dans le processus de l'étude pour une stratégie et des plans régionaux de promotion de l'emploi ;
- Etablir une note définitive de cadrage tenant compte de la première rencontre en région.

**Livrable de la phase 2 :** Un rapport des actions de communication et de sensibilisation des acteurs comprenant en annexes : la note définitive de cadrage méthodologique, les principales recommandations et connaissances de terrain recueillies et impactant l'exécution des phases à venir, comptes rendus des rencontres et les outils de collecte de renseignements utilisés. Ce rapport est soumis sur supports numérique (12 Clés USB) et papier (12 exemplaires).



### ➤ PHASE 3 : Etat des lieux régional

Cette phase dresse, en relation avec la thématique du projet, l'état des lieux dans les six régions cibles et tel que défini dans le chapitre des termes de référence. L'état des lieux à dresser est économique et sociodémographique. Il traite du marché du travail, des acteurs et initiatives antérieures de promotion d'emploi. L'objectif de cet exercice d'observation et d'enquête du territoire est d'édifier une connaissance factuelle et plurielle des thématiques de l'Emploi et de sa promotion. Cette connaissance empirique permettrait d'orienter les actions du projet vers les points d'impact et de changement ainsi que les différents acteurs vers une prise de décision basée sur les faits. L'approche entreprise devrait démontrer la cohérence du projet avec les actions programmées par les régions. Une cohérence argumentée sur la base des extractions et exploitations des contenus des Programme de Développement régionaux (PDR) telles les potentialités d'investissement et de création d'emplois attendues.

Suite à l'exécution de cette phase, un rapport est établi. Il contient les éléments de diagnostic et d'analyse relatifs à l'état des lieux dans les régions de l'étude ; notamment les points spécifiés dans le chapitre des termes de référence.

**Livrable de la phase 3 :** Un rapport global des états des lieux régionaux : diagnostic et synthèse. Ce rapport est soumis sur supports numérique (12 clés USB) et papier (12 exemplaires).

### ➤ PHASE 4 : Stratégie et plans régionaux de promotion de l'emploi

Celle-ci porte sur la stratégie de promotion de l'emploi à adopter au niveau régional et de ses déclinaisons territoriales en plans régionaux de promotion de l'emploi (PRPE). L'objectif de cette phase serait l'élaboration et la formalisation d'une SRPE et de ses PRPE selon des mécanismes et des formats régionaux convenus avec les acteurs concernés. Les points en relation à l'exécution de cette phase sont spécifiés dans les termes de référence.

**Livrable de la phase 4 :** Un rapport intitulé « Stratégie et plans régionaux de promotion d'emploi : conception et mise en œuvre ». Ce rapport contient le détail de la SRPE échafaudée et les six PRPE, établis selon les spécifications des termes de référence et chacun correspondant à une des six régions cibles. Ce rapport est soumis sur supports numérique (12 clés USB) et papier (12 exemplaires).





### ➤ PHASE 5 : Formation et renforcement des capacités des acteurs

Dans cette phase, le prestataire propose un plan de formation répondant aux besoins en renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi au sein du projet. Lors de ses investigations, le prestataire identifie et recense les besoins des acteurs clés en renforcement des capacités. Il en développe le plan et la programmation adéquats qu'il met en œuvre. Le détail des points à traiter dans cette phase sont spécifiés au chapitre termes de référence.

**Livrable de la phase 5 :** Un rapport global intitulé « Renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi: Situations et Plans régionaux de formation ». Ce rapport traite des situations et plans de renforcement des capacités relatifs aux six régions cibles. Il en contient la programmation et le détail de la mise en œuvre ainsi que les retours analytique et d'évaluation des experts mandaté par le prestataire. Ce rapport est soumis sur supports numérique (12 Clés USB) et papier (12 exemplaires). Le prestataire fournit les PV, les fiches d'évaluation (par bénéficiaire) et le rapport d'évaluation (établi par le prestataire) des sessions de formation ainsi que les listes originales des participants au maître d'ouvrage. Il fournit également les attestations de participation aux formations que le maître d'ouvrage remettra aux bénéficiaires.

### ➤ PHASE 6 : Assises régionales de l'emploi et dissémination des résultats

Les assises régionales seraient l'occasion d'exposer des éléments empiriques quant au contexte de la problématique régionale de l'emploi, ses difficultés, ses solutions et ses défis à relever. Lors de cette phase, il est aussi question de la dissémination des résultats du projet via l'organisation d'un séminaire au niveau national. Les éléments relatifs à cette phase sont spécifiés dans le point (IV-3) du chapitre des termes de référence.

**Livrables de la phase 6 :** Un rapport synthétique intitulé : « *Assises régionales de l'emploi et dissémination des résultats* » qui rapporte le point de vue analytique et d'expertise du prestataire, ainsi que ses recommandations, sur le déroulé et les résultats des six assises régionales et du séminaire national de dissémination des résultats globaux du projet. Ce rapport est soumis sur supports numérique (12 clé USB) et papier (12 exemplaires).

Pour chaque phase précitée, le prestataire fournit au maître d'ouvrage les PV de réunions, les comptes rendu des ateliers, les travaux préparatoires et actes des séminaires, assises et sessions de formations en format numérique.

Au terme des différentes phases, le prestataire élabore un « *Rapport global* » qui rapporterait l'ensemble des éléments du projet en termes de démarche et méthodologie, d'actions, de résultats et d'analyse.





aussi dans son contenu les recommandations et retours des experts quant aux perspectives d'actions potentielles et à venir, en termes d'ingénierie régionales de l'emploi, et qui seraient de grande pertinence et utilité décisionnelles. Le livrable de la phase 6 (rapport synthétique intitulé : « *Assises régionales de l'emploi et dissémination des résultats* ») est annexé au rapport global du projet. Ce livrable est soumis au maître d'ouvrage sur supports numérique (12 clé USB) et papier (12 exemplaires).

Pour le compte du Maître d'ouvrage, le prestataire procède à l'impression du « *Rapport global* » en sa version définitive pour des besoins de publication et de partage. Le rapport est établi en un maximum de 500 pages. Il est à imprimer en 500 exemplaires selon les caractéristiques techniques suivantes : format 17/24, impression intérieure en quadri R/V sur papier couché 300g avec pelliculage mat recto. Reliure : collage dos carré. Le Maître d'ouvrage décidera du modèle de couverture du rapport et de sa charte graphique.

#### Article 16 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à vingt-cinq (25) mois de calendrier, répartis comme suit :

<b>Phase 1 : « Cadrage méthodologique préliminaire »</b>	<b>1 mois</b>
<b>Phase 2 : « Communication et sensibilisation des acteurs régionaux »</b>	<b>3 mois</b>
<b>Phase 3 : « Etat des lieux régional »</b>	<b>8 mois</b>
<b>Phase 4 : « Stratégie et plan régionaux de promotion de l'emploi »</b>	<b>3 mois</b>
<b>Phase 5 : « Formation et renforcement des capacités des acteurs »</b>	<b>6 mois</b>
<b>Phase 6 : « Assises régionales de l'emploi et dissémination des résultats »</b>	<b>4 mois</b>
<b>TOTAL</b>	<b>25 mois</b>

Le délai d'exécution correspondant à chaque phase de l'étude prend effet dans le délai fixé par l'ordre de service de commencement des prestations de cette phase.

#### Article 17 : Suivi de l'exécution des prestations

Le Consultant travaillera sous la supervision de la Direction de l'Emploi. A cette fin, un comité de suivi est désigné par le Ministère et composé des représentants de la Direction de l'emploi, de l'ANAPEC) et de l'AECID. Il est chargé de suivre l'exécution des travaux des différentes phases, d'examiner et de valider les livrables du projet. Il pourra s'adjoindre toute personne ressource dont la contribution est jugée utile à la réalisation du projet.

Des réunions fréquentes et relatives à chaque phase de l'étude seront tenues avec le Comité de suivi pour dresser l'état d'avancement du projet. La décision de nomination des membres du comité de suivi sera notifiée au titulaire du marché.



Des comités techniques régionaux sont mis en place, sous la supervision de l'ANAPEC, pour assurer la mise en œuvre du projet au niveau des régions cibles.

#### **Article 18 : Cautionnement et retenue de garantie**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 30 000 dirhams.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive du marché.

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur les sommes qui sont dues au prestataire.

#### **Article 19 : Assurance et responsabilité**

Le prestataire est tenu d'adresser au Maître d'ouvrage les copies des polices d'assurance souscrites auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le ministre chargé des finances et couvrant, dès le début de l'exécution du marché et pendant toute la durée de celui-ci, les risques prévus par la législation en vigueur sur les accidents et notamment ceux prévus par l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et approuvé par le Décret n° 02-05-1434 du 06 Dou Al Kâada 1426 (28 décembre 2005).

#### **Article 20 : Droits de timbres et d'enregistrement**

Les droits de timbres et d'enregistrement de l'original du marché sont à la charge du prestataire, conformément à l'article 6 du CCAG-EMO.

#### **Article 21 : Domicile du prestataire**

Conformément à l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications du Maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du prestataire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

#### **Article 22 : Nantissement**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues en exécution du marché sera opérée par les soins de la Direction de l'Emploi;
- Le fonctionnaire chargé de fournir au Titulaire du marché ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi n° 112-13 relative au





nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) est le Directeur de l'Emploi;

- Les paiements prévus au marché seront effectués par Monsieur le Trésorier Ministériel auprès du Ministère de l'Habitat, et de la Politique de la Ville, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du Titulaire du marché.

En cas de nantissement du marché, le Maître d'Ouvrage délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre pour le nantissement conformément aux dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) et ce en application du paragraphe 5 de l'article 11 du cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-EMO).

Les frais de timbres de l'exemplaire unique susmentionné sont à la charge du titulaire du Marché.

### **Article 23 : Obligations du prestataire**

Le prestataire prend la responsabilité de ses prestations conformément aux lois et règlements en vigueur au Maroc, et s'engage à exécuter les travaux dans les règles de l'art, selon des normes et standards professionnels élevés. Il est tenu notamment à :

- Fournir les ressources professionnelles nécessaires et les affecter aux prestations prévues contractuellement ;
- Veiller au respect du calendrier arrêté. Tout changement dans le planning d'intervention du personnel affecté à l'exécution des prestations devra être soumis à l'agrément de l'Administration ;
- Appliquer la méthodologie proposée pour les besoins de l'étude ;
- Prendre en charge les frais de transport, de déplacement, d'hébergement, de secrétariat, de reproduction, etc. ;
- Remettre à l'Administration les données recueillies et documents collectés, ainsi que toutes les applications développées dans le cadre du projet ;
- Etablir et remettre à l'Administration les livrables objets de l'ensemble des missions décrites dans le présent marché ;
- Apporter aux documents et fichiers provisoires les modifications demandées suite aux procédures de suivi, de concertation ou d'approbation.

### **Article 24 : Engagement du Maître d'ouvrage**

Le Maître d'ouvrage doit veiller au bon déroulement des travaux de réalisation de l'étude et s'engage à cet effet à :

- Prendre les mesures nécessaires pour faciliter les contacts avec les responsables des entités concernées par l'étude ;





- Valider les fichiers et documents des différentes tâches des missions effectuées et donner quitus final ;
- Désigner un comité de suivi qui sera chargé d'assurer le suivi des travaux de l'étude. Ce comité est désigné par décision ministérielle.

#### **Article 25 : Sous-traitance**

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie du contrat de la sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser quarante pour cent (40%) du montant du marché.

En outre, les prestations d'ingénierie et de développement de politiques d'emploi ne peuvent faire l'objet de sous-traitance, notamment celles relatives aux phases : 1,3,4 et 5. Les prestations autres que celles citées et/ou relatives à l'organisation, la logistique, l'animation, l'enquête, le reporting non analytique, l'impression et le poly copiage peuvent faire l'objet de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2-12-349 précité.

#### **Article 26 : Droit de reproduction des résultats du projet et droit de propriété**

Les versions définitives des fichiers, documents et rapports du projet restent la propriété de l'Administration et doivent lui être remises. Celle-ci se réserve le droit exclusif de disposer de ces fichiers, rapports et documents pour ses besoins propres ainsi que pour ceux des organismes concernés.

L'Administration se réserve également la totalité des droits de propriété intellectuelle et ou industrielle découlant des prestations rémunérées dans le cadre du projet. Les fichiers et documents réalisés en vertu du présent marché sont la propriété de l'Administration qui se réserve le droit d'exploitation ultérieure. En aucun cas, le prestataire ne pourra faire état des résultats du projet lors d'une quelconque communication sans avoir au préalable l'accord écrit du Maître d'ouvrage.

#### **Article 27 : Délai de paiement-intérêts moratoires**

Le prestataire peut demander l'application du dahir du 22 Rajeb 1363 (1<sup>er</sup> juin 1948) autorisant le paiement d'intérêts moratoires aux prestataires du marché en cas de retard dans le paiement des sommes dues au titre du marché.

Dans tous les cas, il sera fait application de l'article 9 du décret n° 2-03-703 du 18 ramadan (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.

#### **Article 28 : Arrêt du projet**

Le Maître d'ouvrage peut arrêter l'exécution du marché à l'issue de chacune des phases du marché. Dans ce cas, les dispositions de l'article 28 du CCAG-EMO sont applicables.



### **Article 29 : Résiliation du marché**

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 138 n°2-12-349 du 08 jourada I 1434 (20 mars 2013) et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du soumissionnaire, le Ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son Administration.

### **Article 30 : Règlement des différends et loi applicable au marché**

Les parties s'engagent à régler à l'amiable les difficultés auxquelles pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution du marché et ce, quelle que soit la nature du différend conformément aux articles 52 à 55 du CCAG-EMO. Si le conflit ne trouve pas à cette occasion, de solutions complètes, il sera porté devant les tribunaux marocains seuls compétents à statuer en matière administrative.

### **Article 31 : Lutte contre la fraude et la corruption**

Le titulaire du marché reconductible ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

### **Article 32 : Utilisation de brevets d'invention et licences**

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre toutes les revendications concernant les fournitures, procédés et moyens utilisés pour l'exécution des prestations et émanant des titulaires de brevets d'invention, licences d'exploitation, dessins et modèles industriels, marques de fabrique de commerce ou de service ou les schémas de configuration (topographie) de circuit intégré.

Il appartient au titulaire d'obtenir les cessions, licences d'exploitation ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des frais et des redevances y afférents. En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, licences, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de service ou des schémas de configuration utilisés par le titulaire pour l'exécution des prestations objet du marché, ce dernier doit intervenir à l'instance et est tenu d'indemniser le maître d'ouvrage de tous dommages-intérêts prononcés à son encontre ainsi que des frais supportés par lui.





## CHAPITRE II

### TERMES DE REFERENCE

#### I/ INTRODUCTION

La politique de l'emploi au Maroc a été gouvernée par une logique d'intervention de l'Etat sur des catégories de « publics » (formation et insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi, lutte contre l'exclusion professionnelle des chômeurs de longue durée...). Ce cadrage sur les publics répondait à la nécessité pour l'Etat d'accompagner socialement la montée du chômage de masse.

Dictée de manière centralisée, cette politique a été mise en œuvre au niveau local sans prendre en compte la spécificité des contextes locaux (hétérogénéité des situations et des profils de chômage, diversité des marchés locaux du travail ...).

Devenue une composante incontournable dans toute réflexion sur le développement des pays, la dimension territoriale doit, aujourd'hui, être prise en compte dans les politiques publiques de manière générale et dans les politiques de promotion de l'emploi en particulier.

En effet, la territorialisation des politiques de promotion de l'emploi se justifie par la nécessité d'assurer de la proximité et d'adapter les stratégies au contexte local par une meilleure prise en compte de la diversité des situations, notamment le niveau de croissance économique et la nature des investissements. Du fait de la régionalisation avancée et en application des orientations de la Stratégie Nationale pour l'Emploi 2015-2025, la territorialisation des politiques de l'emploi devient une priorité stratégique quant aux actions du Ministère du travail et de l'Insertion Professionnelle.

L'emploi constitue dans le contexte actuel une compétence partagée entre Etat et Régions. Vu son caractère transversal, la prise en charge de la question de l'emploi implique un partenariat élargi et effectif et une coordination active entre les acteurs institutionnels.

Le territoire est un espace permettant de mobiliser et de faire intervenir, ensemble, un grand nombre d'acteurs travaillant dans des champs connexes et complémentaires. Il n'est pas seulement un lieu de mise en œuvre des mesures, mais aussi un espace d'initiative et d'innovation, car de nombreux programmes de politique d'emploi ont émergé de l'initiative de réseaux associatifs ou encore de collectivités territoriales.

Une initiative locale pour l'emploi est le fruit d'une conjugaison d'interventions d'acteurs locaux (chacun contribue conformément à ses missions), elle peut être une mesure complémentaire aux mesures nationales (consistance, cible) et porter sur l'amélioration de l'employabilité, l'emploi salarié ou l'auto emploi.

En effet, la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage impliquent que l'Etat, les Régions et les collectivités territoriales actionnent, dans un cadre partenarial, l'ensemble des leviers dont ils disposent dans le but de développer des stratégies territoriales pour l'emploi.

Le développement d'une stratégie régionale de promotion de l'emploi (SRPE) nécessite des préalables et cible des objectifs.





## PREALABLES :

- Elaborer un diagnostic territorial permettant d'identifier les potentialités et les initiatives locales et complémentaire avec l'ANAPEC ;
- Réaliser un benchmark sur les approches territoriales réussies en matière de politiques publiques d'emploi ;
- Développer une ingénierie pour la stratégie de territorialisation
- Mettre en place des mesures locales ;
- Mettre en place un organe de pilotage local ;
- Elaborer un manuel des procédures de mise en œuvre ;
- Mettre en place un ou des fonds locaux pour le financement des actions ou initiatives ;
- Assurer une veille et observation territoriales du marché de l'emploi sur la base des sources d'information disponibles, des enquêtes périodiques relatives à la thématique et aux diagnostics territoriaux élaborés.

## OBJECTIFS :

- Elaboration d'un plan quinquennal de promotion de l'emploi au niveau de la région ;
- Elaboration de mesures régionales pour la promotion de l'emploi complémentaires aux mesures nationales ;
- Mise en place de fonds régionaux pour l'emploi assurant le financement des mesures régionales ;
- Mise en place d'un cadre de gouvernance régional.

## II/ OBJET DU PROJET

Le projet a pour objet le : « Développement d'une stratégie régionale de promotion de l'emploi et Renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi ». Il s'inscrit dans le cadre de la coopération liant l'Espagne et le Maroc dans le domaine du renforcement des politiques publiques d'emploi. A cet effet un Protocole Administratif de Coopération a été signé à Rabat le 30 Avril 2014.

## III/ OBJECTIFS DU PROJET

Les objectifs du projet sont les suivants:

- Développement d'une stratégie régionale de promotion de l'emploi (SRPE) en concertation et avec la participation des acteurs régionaux et locaux ;
- Renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi dans le but de garantir le portage technique de la (SRPE).

Il entend cibler les 6 régions suivantes : **Oriental - Fès Meknès - Béni Mellal/ Khénifra – Casablanca/Settat – Marrakech/Safi et Draa Tafilelt.**

Compte tenu du nouveau contexte de la régionalisation et des orientations de la SNE 2025, le projet doit impérativement s'articuler autour des activités suivantes :



**En matière de « Développement d'une stratégie régionale de promotion de l'emploi » :**

- Identification des attentes, des propositions et des recommandations des acteurs régionaux de promotion de l'emploi à travers l'organisation de rencontres et d'entretiens au niveau des régions ;
- Réalisation d'un état des lieux régional sur les opportunités en matière d'emploi, de profil des populations actives et d'élaboration d'un bilan synthétique des différentes initiatives locales ;
- Elaboration d'une stratégie et d'un plan régionaux de promotion de l'emploi (PRPE) ;
- Préparation et organisation d'événements : ateliers, séminaires, assises régionales pour l'emploi.

**En matière de « Renforcement des capacités des acteurs de promotion de l'emploi » :**

- Elaboration d'un plan de formation visant le renforcement des capacités des différentes parties prenantes en matière de conception (au niveau national et régional), de mise en œuvre de pilotage et d'évaluation des plans et programmes régionaux pour l'emploi ;
- Organisation d'ateliers de formation pour la mise en œuvre du plan de formation.

#### **IV/ COMPOSANTES DU PROJET**

Le projet s'articule autour de trois composantes:

- (i) Etudes
- (ii) Ateliers et workshops
- (iii) Séminaires

La réalisation du projet prend en compte l'ensemble de ces composantes, selon une approche optimale en termes de méthode et de mise en œuvre. Une approche que le prestataire précisera lors de la phase 1 du projet « Cadrage méthodologique préliminaire ».

Il est à signaler que le prestataire est tenu de prendre en compte la dimension genre à tous les niveaux du projet et ce, en accord avec les orientations stratégiques de la SNE 2025.

Les composantes thématiques et leur correspondance aux phases du projet sont décrites ci-après :

##### **IV/1 : ETUDES**

L'objectif de la réalisation de ces études est d'outiller les acteurs dans le secteur de l'emploi des instruments nécessaires pour aborder la question de l'emploi au niveau des régions.

Cette composante comprend :

##### **Prestations relatives à l'exécution de la phase 3 du projet :**

**IV/1/1-Réalisation d'un pré-diagnostic régional sur les opportunités en matière d'emploi et le profil des populations actives et élaboration d'un bilan synthétique des différentes initiatives locales**





#### IV-1-1-1- Examen et analyse des outils juridiques et opérationnels relatifs aux approches régionales des questions d'emploi, qui comprendra deux volets :

Cette étude s'attachera à identifier les acteurs régionaux concernés par la question de l'emploi et à procéder à une analyse cartographique pluridimensionnelle dans la perspective de dégager les aspects devant guider la démarche d'élaboration des plans régionaux d'emploi.

**VOLET 1 :** Pour ce qui est de l'identification des acteurs, des outils sont développés dans un but de segmentation. Les acteurs sont distingués selon un 1<sup>er</sup> niveau d'appartenance aux secteurs *public, privé* ou de la *société civile*.

Un 2<sup>ème</sup> niveau de segmentation prend en compte les attributs d'acteurs suivants :

- l'agenda (c'est-à-dire le mandat, les missions, objectifs et intérêts stratégiques) ;
- l'aire d'action (c'est-à-dire le ou les domaines d'intervention et d'influence) de l'acteur ;
- et les différentes relations le liant avec les autres acteurs.

Un 3<sup>ème</sup> niveau de segmentation distingue les acteurs selon qu'ils soient primaire, secondaire ou clé et ce, en fonction de leurs attentes, impacts et intérêts potentiels quant aux différents thématiques et objectifs du projet.

Les outils développés lors de cette activité permettent de dresser un **profil** pour chacun des acteurs.

**VOLET 2 :** Pour ce qui est de l'analyse cartographique, celle-ci est pluridimensionnelle :

- Juridique et procédurale traitant des textes, outils et mécanismes de régionalisation ;
- Démographique avec identification des profils de la population active sur la région ;
- Traite de l'éducation et de la formation avec identification des métiers demandés sur le marché ;
- sectorielle avec identification des secteurs, segments et filières économiques porteurs en termes d'opportunités économiques et d'emploi ;
- traite du tissu associatif et des acteurs de la société civile de manière générale et œuvrant dans le domaine du développement de l'emploi de manière spécifique ;
- traite des projets de coopération et initiatives locales œuvrant pour la promotion de l'emploi sur la région.

#### IV-1-1-2- Réalisation de benchmark sur la régionalisation de l'emploi

Cette étude devrait concerner des cas réussis de modèles de régionalisation en matière d'emploi. Lesquels cas sont nationaux et internationaux. L'étude doit traiter de (02) Initiatives de Promotion de l'Emploi (IPE) mises en place et de (03) cas internationaux ; notamment choisis parmi les pays suivants : Espagne, Allemagne, France, Italie, Canada ou autres ... Cette étude focalisera sur les éléments suivants :

- Collecte et analyse des données existantes relatives aux aspects quantitatifs et qualitatifs du marché régional de l'emploi ;
- Définition des rôles et responsabilités des unités régionales chargées de l'élaboration du plan régional de l'emploi ;





- Identification du profil régional RH : besoins en ressources humaines en termes d'effectifs actuels et prévisionnels des chercheurs d'emploi par niveau d'instruction, de formation, de spécialités,...
- Identification des opportunités d'emploi effectives et potentielles au niveau territorial.

#### Prestations relatives à l'exécution de la phase 4 du projet :

##### IV-1-2- Elaboration d'une stratégie et de plans régionaux de promotion de l'emploi (SRPE/PRPE) et accompagnement pour le déploiement de dispositifs régionaux de promotion d'emploi

Ce point est relatif à l'exécution de la phase 4 du projet. Il est question ici, suite à l'exécution des phases précédentes, d'échafauder à la lumière des constats et connaissances établis au niveau des régions une stratégie régionale de promotion de l'emploi (SRPE) et sa déclinaison en plans d'actions pour la promotion de l'emploi, dit « plan régional de promotion de l'emploi (PRPE) ». Cette phase doit impérativement conclure sur des propositions de :

- schéma de gouvernance régionale de promotion d'emploi avec ses acteurs et leurs rôles, liens et responsabilités réciproques ainsi que ses organes et leurs règles organisationnelles ;
- mesures régionales pour la promotion de l'emploi en termes de nature, de bénéficiaires et d'effectifs, de budget,... au regard des opportunités régionales (résultats d'étude sur les plans régionaux de développement, les niches d'auto emploi, les besoins en services de proximité et en professions libérales, et le profil RH) ;
- montage financier accompagnant les PRPE et la mise en œuvre de la SRPE, en termes de sources et de modes de financement régionaux, et au regard des mesures régionales de promotion de l'emploi ;

Lesquelles propositions attendues constitueraient, en effet, les composantes nécessaires à la mise en place de quelque dispositif régional de promotion d'emploi.

Le (PRPE) est un plan d'actions qui correspond à la politique de promotion de l'emploi que mènera la région pour les (05) années à venir. Les aspects indiqués, ci haut, sont programmés en termes de résultats. Lesquels résultats sont suivis et mesurés sur la base d'indicateurs convenus en termes d'activités, de populations cibles et bénéficiaires et d'objectifs d'emploi.

**Un système d'évaluation et de suivi d'impact est mis en place par le prestataire avec des indicateurs liés à la région cible et relatifs à sa politique de l'emploi. Ce système devrait permettre de suivre les actions réalisées par le projet au niveau des régions cibles et d'en analyser l'impact.**

Le (PRPE) est développé selon la méthode du **Focus group**. La qualité des participants est primordiale en termes de prise de décision. A cet effet, un atelier est programmé.

#### Prestations relatives à l'exécution de la phase 5 du projet :

##### IV-1-3- Elaboration d'un plan de formation (PF) visant le renforcement des capacités (RC) des différentes parties prenantes (au niveau national et régional) en matière de conception, de pilotage et d'évaluation des programmes d'emploi



Un (PF) est établi dans le but d'accompagner la mise en place du dispositif régional de promotion d'emploi. En effet, le (PF) a pour rôle le renforcement de capacités des acteurs, au niveau national et régional, en matière de conception, pilotage et évaluation des plans et programmes d'emploi. Globalement, le (PF) est élaboré en termes des :

- besoins techniques et de compétences établis, priorisés et à satisfaire ;
- perspectives temporelles et de synchronisation de mise en œuvre des phases du projet et des PRPE ;
- expertises requises en termes d'appui technique et de formation ;
- contenus de formation adaptés ;
- publics cibles identifiés ;
- et de budget.

Par rapport à cette composante, il convient au prestataire d'en proposer dans sa démarche la mise en œuvre la plus optimale. Elle comprend des sessions de formation sur :

- les outils juridiques et opérationnels afférents à la régionalisation de la question de l'emploi,
- et sur la méthodologie d'élaboration du plan régional de l'emploi et de suivi/évaluation.

Il s'agit, ici, de renforcer les capacités des acteurs dans des buts de mise à niveau et de préparation. En effet, des actions de (RC) sont à organiser en matière d'outils juridiques et analyse des besoins en termes de Promotion Régionale de l'Emploi (outils, approches,...) et de préparation et élaboration de Plan Régional de Promotion de l'Emploi (PRPE) (dispositifs, prestations, manuels,...) et de leurs suivi/évaluation. Les actions développées et menées sont au bénéfice des acteurs régionaux et centraux.

Les actions de formation sont organisées en format de «20 participants/groupe » au maximum. Le nombre de groupes programmés est à la hauteur des bénéficiaires identifiés jusqu'à épuisement avec un maximum de 60 bénéficiaires par région). Le nombre d'ateliers à programmer, à cet effet, est de cinq (05) de (02) deux jours chacun. Les formations seront organisées dans les chefs-lieux régionaux : Casablanca, Marrakech, Beni Mellal, Fès, Oujda et Er-Rachidia. La prise en charge relative à l'organisation et à la logistique des ateliers sera assurée par le prestataire ; notamment la restauration et l'hébergement (à hauteur de 50% pour les participants provenant des provinces hors chefs-lieux régionaux).

Cependant, et pour ce qui est des acteurs centraux, ceux-ci bénéficieront d'un programme de formation spécifique validé par le Maître d'ouvrage sur proposition du prestataire. L'effectif des bénéficiaires de ce programme de formation est d'environ 40 personnes.

#### IV.2- ATELIERS ET WORKSHOPS

Ceci est une composante transversale du projet et il convient au prestataire d'en proposer dans sa démarche la mise en œuvre la plus optimale. Les ateliers sont organisés de manière récurrente tout au long de la réalisation du projet. Ils sont de (04) types selon l'objet et l'activité :





**Type1.** Des *réunions* pour la constitution du réseau des acteurs institutionnels chargés d'élaborer le volet emploi des plans régionaux et provinciaux de développement et entretiens avec les principaux acteurs régionaux concernés par la question de l'emploi (focus groupes au niveau des régions cibles).

**Type2.** Des *ateliers d'échange et de validation* à chaque étape du processus avec les acteurs régionaux et nationaux concernés par la question de l'emploi.

**TYPE3.** Des *ateliers de présentation, discussion et validation de la méthodologie d'élaboration des plans régionaux pour l'emploi*.

Les ateliers du type 2 et 3 sont d'une durée d'un jour pour un nombre moyen de 30 participants par atelier.

#### Prestations relatives à l'exécution des phases 2 et 6 du projet :

##### IV.3- SEMINAIRES :

Cette composante est transversale au projet et il convient au prestataire d'en proposer dans sa démarche la mise en œuvre la plus optimale. Les séminaires sont préparés et organisés par le prestataire. D'envergure régionale et nationale, leur fréquence est connue et sont de (03) trois types.

➤ **Séminaire régional des acteurs de promotion de l'emploi (prestation relative à la phase 2)**

Ce séminaire est organisé une fois au niveau de chaque région cible. Il prévoit d'accueillir de 80 à 120 personnes pour (01) journée. Il vise à faire fédérer les acteurs autour du projet et à préparer le terrain aux travaux liés à l'état des lieux régional et phases suivantes. Il permettrait aussi identifier les premières attentes, propositions et recommandations des acteurs régionaux de promotion de l'emploi.

➤ **Assises régionales pour l'emploi (prestation relative à la phase 6)**

Les Assises régionales sont organisées (01) une fois au niveau de chaque région cible. Lors de cette étape, les résultats des études programmées dans le cadre du projet sont atteints. Ceci permettra au niveau décisionnel de disposer de :

- Une première connaissance établie des acteurs, des forces et faiblesses du territoire en termes démographiques, économiques, d'offre et de demande d'emploi est disponible ;
- Une proposition de dispositif de promotion de l'emploi validée ;
- Une connaissance établie en termes de renforcement de capacités et de besoins en appui technique ;
- Le travail en cette étape consiste à réaliser les activités suivantes :
- Préparation des contenus à communiquer aux différents participants dont invitations, monographies, fascicules, présentation PPT, illustrations et statistiques,... ;
- Préparation et prise en charge du processus logistique : communication et suivi des invitations, recueil des confirmations de participation, organisation du déroulé et animation de l'évènement, ...
- Programmation du feedback de l'évènement et diffusion de ses résultats (Rapport).

L'évènement est régional et est organisé pour une durée de (02) jours. Le nombre de participants est de (250) au plus. L'évènement « Assises régionales » est organisé (01) fois pour chacune des régions cibles.

**N.B.** Lors des Assises, Il est important que participent les représentants d'une expérience nationale réussie en matière d'organisation territoriale pour la promotion de l'emploi, régionale et/ou provinciale.

➤ **Séminaire national de dissémination des résultats globaux du projet**

Ce séminaire de niveau national est organisé (01) une fois. Il a pour objectif de faire connaître les résultats globaux du projet. Il permettrait de partager les connaissances cumulées en termes de développement de SRPE et de mise en œuvre de PRPE. L'évènement est organisé à Rabat pour une durée de (02) jours. Le nombre de participants serait de (100) à (120).

**Dans le cadre du projet, le consultant prend à sa charge les frais et charges liés à l'organisation des ateliers et workshops, des sessions de formation et des séminaires.**

## **V-EQUIPE PROJET**

L'équipe de travail que le prestataire mettra en place doit être pluridisciplinaire. Elle doit être dirigée par un expert de très haut niveau, ayant une expérience avérée en Ingénierie de diagnostic et de développement des territoires. L'équipe est constituée des 6 profils suivants :

- Spécialiste en Diagnostic et développement territoriaux (Chef de file) ;
- Spécialiste en Droit des Organisations Territoriales ;
- Spécialiste en Ingénierie des Politiques d'Emploi ;
- Spécialiste en suivi/évaluation des projets ;
- Spécialiste en développement et mise en œuvre des plans de formation ;
- Spécialiste en communication et organisation événementielles.

Les capacités démontrées de l'équipe seront évaluées par le Maître d'ouvrage au moment de l'évaluation de l'offre technique du prestataire.

Dans le cadre du projet, un retour d'expertise de la part de l'équipe est attendu de manière continue du côté du maître d'ouvrage concernant les aspects d'évaluation et d'appréciation quant aux différents contextes régionaux et opportunités à saisir pour le projet. Le maître d'ouvrage entend profiter de ces retours pour un impact optimal du projet en exécution.

L'équipe est considérée par le maître d'ouvrage en ses capacités collégiales et individuelles. Sa composition devant restée inchangée pour toute la durée du projet sauf dans les cas expressément notifiés au CPS. Le prestataire peut renforcer son équipe contractuelle de manière ponctuelle ou continue au gré de l'exécution du projet. Cependant, il ne peut prétendre à quelques rémunérations supplémentaires dans le cadre du projet dues à ce fait ou à d'autre. Il revient au prestataire, dans le cadre de son organisation pour du projet, de juguler les ressources de manière à satisfaire les exigences du maître d'ouvrage et optimiser les résultats des actions menées.





**APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/DE/2017 DU 28/09/2017**

**SEANCE PUBLIQUE**

*Passé en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16  
du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.*

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES RELATIF**

**AU**

**« DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE REGIONALE DE  
PROMOTION DE L'EMPLOI ET RENFORCEMENT DES CAPACITES  
DES ACTEURS DE PROMOTION DE L'EMPLOI »**

**SIGNATURE DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

**LU ET APPROUVE**

**Directrice de l'Emploi**  
*[Signature]*  
**Signé : Amal REGHAY**

**La Coordinatrice Générale de la Coopération Espagnole au Maroc**

*[Signature]* P.A.  
A Rabat ..... 10 AOUT 2017

EMBAJADA DE ESPAÑA  
OFICINA TECNICA DE COOPERACION  
RABAT

